



Formation

Conduire une politique de prévention des violences faites aux femmes auprès des jeunes

8 décembre 2016



Avec le soutien de la Commission communautaire française

« Les femmes sont exposées aux violences dans les espaces publics mais aussi dans la sphère privée. Qu'elles soient publiques ou privées, ces violences sont interdépendantes : elles traduisent l'inégalité des relations entre les hommes et les femmes. Les autorités locales peuvent jouer un rôle essentiel pour prévenir ces violences et améliorer la sécurité des femmes en général. »¹. Fortes de ce constat, les collectivités territoriales membres des Forums européen et français pour la sécurité urbaine (Efus & FFSU) souhaitent renforcer les politiques de prévention de ces violences menées au niveau local. Le partenariat avec l'association Elu.e.s contre les violences faites aux femmes (ECVF) traduit cette volonté.

Poursuivant le même objectif de sensibilisation, formation et accompagnement des collectivités locales, le FFSU et ECVF vous proposent une formation élaborée et animée de façon partenariale sur un enjeu qui leur paraît particulièrement essentiel : les politiques de prévention des violences faites aux femmes s'adressant aux jeunes.

Cette formation proposera aux participant.e.s un état des lieux de la problématique, des recommandations politiques et méthodologiques pour élaborer une politique locale ainsi que des présentations d'outils et d'expériences innovantes. Elle s'appuiera sur des apports théoriques ainsi que des exercices pratiques et favorisera les échanges entre participant.e.s.

Connaissances et compétences acquises :

- Connaissance du phénomène des violences faites aux femmes en France et du cadre législatif
- Capacité à inscrire la prévention des violences faites aux femmes dans une stratégie locale de sécurité et de prévention de la délinquance
- Compréhension des spécificités à intégrer pour mener des actions de prévention auprès des jeunes
- Capacité à travailler en transversalité avec les autres services de la collectivité et partenaires sur cette problématique
- Connaissance de dispositifs innovants pour la prévention des violences faites aux femmes

¹ Extrait du Manifeste d'Aubervilliers et de Saint-Denis « Sécurité, démocratie et villes », Efus, 2012

Programme

9h-9h15	Accueil
9h15-9h30	Présentation de la formation <i>Elizabeth Johnston, déléguée générale du FFSU et Carmelina de Pablo, présidente d'ECVF</i>
9h30-10h30	Les violences faites aux femmes en France : état des lieux <i>Marie Cervetti, directrice du centre d'hébergement et de réinsertion « FIT, une femme, un toit » et membre du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes</i> L'intervenante présentera l'ampleur du phénomène des violences faites aux femmes en France et les différentes formes qu'elles prennent ainsi que les principaux textes juridiques sur lesquels s'appuyer pour lutter contre ces violences. Elle fera également un focus sur les caractéristiques de ce phénomène chez les jeunes.
<i>10h30-10h45</i>	<i>Pause</i>
10h45-12h45	Elaborer et conduire une politique transversale de prévention des violences faites aux femmes auprès des jeunes <i>Francine Bavay, Trésorière d'ECVF, Ancienne Vice-présidente du Conseil régional d'Ile de France, Conseillère d'arrondissement déléguée de Paris 11^e, Ingénieure</i> A travers un exercice interactif, l'intervenante abordera <ul style="list-style-type: none">- Des recommandations et conseils politiques et méthodologiques pour élaborer et conduire une politique de prévention et de lutte contre violences faites aux femmes- Les spécificités à connaître pour toucher les jeunes et prendre en compte les problématiques concernant ce public spécifique- Des exemples d'outils que les collectivités locales peuvent développer
<i>12h45-14h</i>	<i>Déjeuner</i>
14h-16h30	Présentation d'actions locales, recommandations méthodologiques et échanges avec les participants Aurélié Latoures, Chargée d'études à l'Observatoire Régional des Violences Faites aux Femmes, Centre Hubertine Auclert, présentera la campagne « Stop cybersexisme » et un projet pilote mené dans des établissements scolaires & Gaëlle Lenfant, conseillère municipale et communautaire, Aix-en-Provence, présentera les procès fictifs mis en œuvre en région PACA
16h30-17h	Conclusions : principaux éléments retenus, recommandations et tour de table d'évaluation de la journée par les participant.e.s

Informations pratiques

Tarifs (*le repas est pris en charge*)

Tarifs adhérent (adhérents FFSU ou ECVF) :

Collectivité de moins de 30 000 habitant.e.s : 250€

Entre 30 000 et 100 000 habitant.e.s : 290€

Entre 100 000 et 200 000 habitant.e.s : 320€

Plus de 200 000 habitant.e.s : 350€

Tarifs non adhérent :

Collectivité de moins de 30 000 habitant.e.s : 300€

Entre 30 000 et 100 000 habitant.e.s : 350€

Entre 100 000 et 200 000 habitant.e.s : 400€

Plus de 200 000 habitant.e.s : 450€

Association : 250€

Public :

- Représentant.e.s de collectivités locales (élu.e.s et technicien.ne.s) des services prévention de la délinquance, égalité femmes-hommes, jeunesse, politique de la ville...
- Représentant.e.s de l'Etat
- Membres d'associations
- ...

Contact

Emilie Petit

Chargée de mission

petit@ffsu.org

01.40.64.49.00

Lieu

Délégation générale Wallonie-Bruxelles à Paris

274 boulevard Saint-Germain

75007 Paris